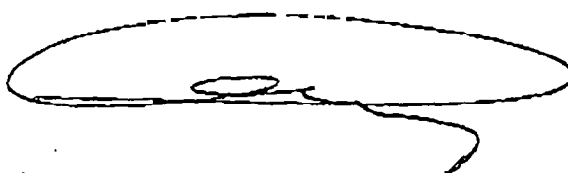


Finalement j'aimerais connaître la position de M. le Ministre sur une éventuelle comptabilisation du congé politique au moins par mois et non pas par semaine, sur l'ouverture du congé politique aux frontaliers et sur l'introduction du bourgmestre à temps plein.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes salutations très distinguées.

Jean-Pierre Klein
Député

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, horizontal oval shape with a small loop in the center, and a long, thin tail extending downwards and to the right.



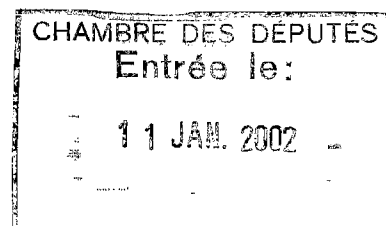
MINISTÈRE D'ÉTAT
LE MINISTRE AUX
RELATIONS AVEC LE PARLEMENT

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION

Luxembourg, le 10 janvier 2002

Monsieur le Président
de la Chambre des Députés

Luxembourg



Réf.: 2001 - 2002 / 1400 - 02

Objet: Réponse à la question parlementaire n° 1400 du 20 novembre 2001
de Monsieur le Député Jean-Pierre Klein.

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous transmettre en annexe (original + disquette) **la réponse de Monsieur le Ministre de l'Intérieur** à la question parlementaire sous objet, concernant le congé politique.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Le Ministre aux Relations
avec le Parlement

François Biltgen

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Luxembourg, le 2 janvier 2002

Coordination générale

Références: CHL/mr

Annexes:

Le Ministre aux Relations avec le Parlement SERVICE CENTRAL DE LEGISLATION
Entré le: - 9 JAN. 2002
N°:

A
Monsieur le Ministre
aux Relations avec le Parlement

Service Central de Législation
43, Boulevard F.D. Roosevelt
L-2450 Luxembourg

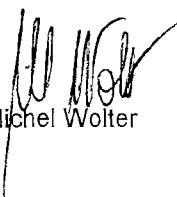
**Concerne : Question parlementaire no 1400 du 20 novembre 2001 de Monsieur le Député
Jean-Pierre Klein**

Monsieur le Ministre,

Me référant à votre communication du 26 novembre 2001 transmissive de la question parlementaire susmentionnée, j'ai l'honneur de vous faire parvenir en annexe ma réponse que je vous prie de faire parvenir à Monsieur le Président de la Chambre des Députés.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de ma parfaite considération.

Le Ministre de l'Intérieur,



Michel Wolter

Réponse de Monsieur le Ministre de l'Intérieur à la question parlementaire N° 1400 de Monsieur le Député Jean-Pierre Klein

La question parlementaire sur le congé politique des élus locaux comporte un grand nombre de questions de détail se rapportant à différents aspects particuliers de ce congé.

Or, on ne saurait traiter isolément des questions ponctuelles sur le congé politique. Il importe, au contraire, de faire une réflexion globale sur le congé politique dans une discussion beaucoup plus large à mener sur l'avenir de nos communes.

Il est rappelé que le congé politique des élus locaux, tel que la législation actuelle le prévoit, a été institué par la loi communale du 13 décembre 1988. Avant cette date seuls les agents de l'Etat détenteurs d'un mandat d'élu local pouvaient jouir d'un congé politique conformément à une décision du Conseil de Gouvernement de 1976. Le but de la loi communale était de conférer le droit à un congé politique à tout élu local pour lui permettre de remplir convenablement son mandat communal.

Le congé politique ne constitue pas une rémunération du travail fourni par les édiles communaux, mais il leur offre du temps pour accomplir leur fonction communale.

On ne saurait d'ailleurs parler de rémunération des édiles communaux. En ce qui concerne les fonctions de bourgmestre et d'échevin elles ont toujours été considérées comme étant honorifiques. Les indemnités accordées aux titulaires sont destinées à les dédommager des frais qu'ils sont amenés à exposer dans l'exercice de leurs fonctions. Les jetons de présence que touchent les conseillers communaux pour leur participation aux réunions du conseil communal ne sauraient pas non plus être qualifiées de rémunération.

En ce qui concerne les questions relatives au travail d'un bourgmestre ou d'un échevin et à leur disponibilité pour la commune, celles relatives à l'organisation personnelle des mandataires communaux dans le cadre de leur activité professionnelle ou à l'incompatibilité entre différents mandats, il y a lieu d'englober ces aspects dans une discussion fondamentale sur l'évolution de nos structures locales. Une telle discussion s'impose tant dans le cadre de la finalisation du programme directeur de l'aménagement du territoire que lors du débat d'orientation sur la répartition des compétences et responsabilités entre l'Etat et les communes qui aura lieu prochainement à la Chambre des Députés. L'accroissement probable de la population du Grand-Duché et les développements socio-économiques y liés constituent par ailleurs des défis auxquels tant l'Etat que les communes devront se préparer sans retard.